

Stefano Palombarini: «Le bilan de l'été est catastrophique pour la Ligue de Salvini»

PAR LUDOVIC LAMANT
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 29 AOÛT 2019



Giuseppe Conte, chef du gouvernement sortant, jeudi 29 août 2019, à Rome. © Reuters / Ciro de Luca

Le chef du gouvernement sortant Giuseppe Conte a été chargé jeudi 29 août de former un exécutif de coalition entre le Mouvement Cinq Étoiles et le Parti démocrate. Dans un entretien avec Mediapart, l'universitaire Stefano Palombarini revient sur l'échec stratégique de la Ligue de Salvini et l'étrange alliage désormais au pouvoir à Rome.

Matteo Salvini est le grand perdant de l'été italien. En ouvrant **le 8 août** une crise gouvernementale, il ne se doutait sans doute pas que le Mouvement Cinq Étoiles (M5S), son ancien partenaire de coalition, finirait par s'entendre, trois semaines plus tard, avec l'un de ses grands adversaires politiques, le Parti démocrate (centre-gauche) de Nicola Zingaretti, pour mieux isoler la Ligue.

À l'issue de longues négociations, le chef du gouvernement sortant Giuseppe Conte (M5S) a été chargé jeudi 29 août par le président de former un exécutif de coalition M5S-PD, qu'il devrait présenter la semaine prochaine. Les Italiens ne retourneront donc pas aux urnes cet automne.

Dans un entretien à Mediapart, l'économiste italien Stefano Palombarini (Paris-VIII), co-auteur d'**un essai musclé** sur Emmanuel Macron en 2017, avance une explication originale pour comprendre la stratégie perdante de Salvini : l'incapacité de faire avancer l'agenda caché de la Ligue en faveur de l'autonomie du nord du pays.

Quelle analyse faites-vous de la crise politique italienne de l'été ?

Stefano Palombarini : Cet épisode s'inscrit dans une crise plus large, qui touche au modèle d'intégration européenne sur des bases néolibérales.

Il faut, pour le comprendre, remonter à la démission de Silvio Berlusconi en 2011. La Ligue était un tout petit parti et le M5S n'existait pas encore. Dans la période qui s'est ouverte en 2011 avec le gouvernement « technique » de Mario Monti, et qui a duré jusqu'aux élections de 2018, la Ligue et le M5S étaient les seuls partis situés dans l'opposition, face aux politiques d'austérité qui étaient alors menées par les différents gouvernements.

Aujourd'hui, si l'on s'en tient aux résultats des européennes de mai, ces deux partis représentent plus de 50 % des voix [34 % pour la Ligue, 17 % pour le M5S – *ndlr*] ! Leur programme et leur base électorale sont très différents. Ce qui les a rapprochés, c'est simplement d'avoir été les seuls dans l'opposition à cette époque.

Il faut se rappeler qu'en 2013, le Parti démocrate de Pier Luigi Bersani avait déjà tenté une alliance avec le M5S, que ce dernier avait rejetée. En 2018, le M5S s'était tourné vers Matteo Renzi, le candidat du PD, qui avait à son tour décliné. Nous assistons donc aujourd'hui à la troisième tentative d'une alliance PD-M5S, qui semble cette fois avoir abouti.



Giuseppe Conte, chef du gouvernement sortant, jeudi 29 août 2019, à Rome. © Reuters / Ciro de Luca

Quel bilan faites-vous de cette coalition d'extrême droite M5S-Ligue, qui a duré de juin 2018 à août 2019 ?

On a longtemps eu l'impression que Salvini, au ministère de l'intérieur, prenait tout l'espace politique. Le rapport de forces entre les deux partis s'est inversé

dans les urnes, comme l'ont prouvé les élections européennes : la Ligue a quasiment doublé d'un scrutin à l'autre, tandis que le M5S a perdu la moitié de son électorat.

Mais si l'on regarde l'action concrète du gouvernement, je ne dirai pas qu'un parti a dominé l'autre. Ils se sont entendus sur un compromis vide. Ils se sont neutralisés l'un l'autre.

L'une des grandes promesses du M5S était de lutter contre la précarité. Ils l'ont fait un tout petit peu, avec le décret Dignité. Mais ils ne sont pas revenus **sur le Jobs Act**. Ils ne sont pas revenus sur les règles du licenciement collectif. Ils ont simplement limité un peu le recours aux CDD.

Quant au revenu citoyen, autre promesse du M5S, il s'est concrétisé dans une version très éloignée de celle annoncée. Cela devait être un revenu universel inconditionnel. C'est devenu une espèce de « **Hartz 4** » [en référence aux réformes du marché du travail engagées par Gerhard Schröder en Allemagne – ndlr], un transfert sous conditions, avec l'obligation d'accepter l'une des trois premières offres de travail qui se présentent, et associé à des montants très faibles. C'est une mesure qui rappelle le revenu d'insertion mis en place par le gouvernement Renzi.

Le M5S est loin de ses ambitions initiales, parce que la Ligue a posé des veto. Elle ne voulait ni d'un revenu citoyen, ni d'un salaire minimum (qui n'existe pas en Italie).

Et du côté de la Ligue ?

L'un de ses grands projets était la « **flat tax** ». Le gouvernement a bien baissé la fiscalité de entreprises – parce que le M5S était d'accord –, mais il n'a pas touché aux impôts sur le revenu de la classe moyenne, comme l'aurait souhaité Salvini.

L'autre point clé pour la Ligue reste l'autonomie régionale du Nord. En clair, faire que les impôts payés par les citoyens du nord de l'Italie restent dans le Nord. Là encore, le M5S a freiné, parce que son électorat se concentre dans le centre et le sud du pays.

C'est pour cela que Matteo Salvini a déclenché une crise gouvernementale le 8 août dernier ?

Il faut d'abord rappeler que la Ligue est un parti ultralibéral. Et qu'elle est née sur une volonté du Nord – d'abord la Vénétie, puis la Lombardie [région de Milan – ndlr], et enfin ce qu'ils ont appelé la « **Padanie** » [la région de la plaine du Pô – ndlr] de faire sécession d'avec le reste du pays.

Aujourd'hui, ils se donnent les allures d'un parti nationaliste, qui parle au Nord comme au Sud. Mais leur socle électoral n'a pas changé, c'est toujours celui de la Vénétie. En 2017, Luca Zaia, gouverneur de la Vénétie, et l'un des barons de la Ligue, a organisé un référendum régional consultatif pour plus d'autonomie. Le « oui » l'a emporté à 97 %. Cela s'est traduit par une revendication : les impôts du Nord doivent être dépensés dans le Nord.

La Ligue a par la suite mené une opération politique, consistant à mettre en avant Salvini, avec un discours, pour le dire vite, lepéniste. Mais le même Salvini, il y a cinq ans encore, disait : « *On ne veut plus de Rome* », « *Pour la Padanie libre !* », et insultait Naples.

Cette stratégie « nationaliste » a fonctionné dans les urnes, mais les revendications des barons de la Ligue n'ont pas changé : ils veulent plus d'autonomie pour le Nord. C'est le cœur de leur programme.

Les patrons de PME qui votent pour la Ligue ont besoin des migrants qui font tourner leurs entreprises. Et ils ne veulent pas non plus de rupture avec l'Europe. Environ 30 % de la production industrielle italienne est exportée et les deux tiers de ces exportations vont en Europe. Ces patrons ne peuvent pas se permettre une crise. La vraie stratégie de la Ligue n'est pas la confrontation avec l'Europe.

« Beaucoup dépend de la ligne qui va l'emporter au PD »

Comment analysez-vous, alors, la décision de Salvini de faire éclater la coalition ?

Le bilan de la crise de cet été est bien sûr catastrophique pour la Ligue.

Il y a au moins trois lectures possibles, pour comprendre pourquoi Salvini a provoqué la crise de gouvernement. Celle que donne la Ligue, d'abord, et qui est fautive : le M5S mettait des veto partout, il est le parti du non,

alors que la Ligue est le parti du oui. Salvini dit en particulier que son projet de budget 2020 était déjà prêt, mais que le M5S ne l'aurait pas voté.

Rien de tout cela ne tient. Si Salvini voulait rompre sur le budget 2020, il aurait au moins attendu de présenter son projet aux Italiens, et la réaction du M5S, pour ouvrir une crise de gouvernement à la rentrée.

La deuxième hypothèse, peut-être en partie exacte, c'est que Salvini s'est vu très haut dans les sondages. Il était convaincu qu'en ouvrant une crise, on allait aux élections. Si cette option est exacte, cela veut dire que Salvini est vraiment mauvais : il est évident que le M5S et le PD, qui n'ont pas du tout intérêt à aller aux urnes tout de suite, allaient tout faire pour s'entendre. Pas besoin d'être un grand stratège pour le comprendre.

Et la troisième option ?

La troisième, celle qui emporte ma conviction, est qu'il y a eu un vrai blocage sur la question de l'autonomie du Nord. Une réunion s'est tenue sur le sujet vers le 20 juillet et les gouverneurs du Nord en sont sortis fâchés. Luca Zaia, toujours le même, a déclaré en conférence de presse, le 20 juillet, que ce que le gouvernement était en train de défaire la nuit ce qu'eux essayaient de faire dans la journée. Et qu'il fallait que ce gouvernement s'arrête.



Matteo Salvini le 28 août 2019. © Reuters / Ciro de Luca

Y a-t-il des points de convergence évidents entre M5S et PD, si l'on s'en tient aux programmes ?

C'est très compliqué à dire. D'abord parce que l'on ne connaît pas la ligne qui va l'emporter au PD. Deux lignes coexistent. Une ligne néolibérale, qui veut flexibiliser le marché du travail, incarnée par Matteo Renzi, et une ligne plus réformatrice, qui veut réduire les inégalités, renforcer les investissements publics, revenir sur certains aspects du **Jobs Act**.

Les deux lignes restent convaincues que l'intégration européenne est une priorité et qu'il faut changer l'Europe depuis l'intérieur. L'actuel secrétaire du PD, Nicola Zingaretti, est peut-être en train de tenter une médiation entre ces deux lignes. Pour compliquer les choses, si Zingaretti dirige le PD aujourd'hui, la ligne Renzi est majoritaire parmi les députés et sénateurs issus des élections de mars 2018.

Au M5S aussi il y a plusieurs lignes, plus ou moins radicales.

Je dirais même que c'est encore pire. Prenez l'Europe : c'était un parti qui voulait sortir de l'euro. Ces dernières semaines, ils prenaient leurs distances avec Salvini, qu'ils trouvaient trop critique de l'UE...

Ce gouvernement peut-il s'ancrer à gauche ?

Une gauche de rupture, sûrement pas. Mais si la ligne Zingaretti l'emporte au PD, on pourrait s'orienter vers quelque chose qui ressemble à ce que tente de faire le socialiste Pedro Sánchez en Espagne. Mais ce n'est pas l'hypothèse la plus probable.

Trois facteurs plaident tout de même pour cette option. D'abord, le fait qu'ils aient un minimum de lucidité sur les dynamiques électorales des dernières années. Ensuite, le fait que les conditions économiques sont plutôt bonnes, avec des taux d'intérêt bas, pour mener des politiques un peu différentes en matière d'investissement public. Enfin, le fait que la Commission européenne a tout intérêt à jouer le jeu de ce nouveau gouvernement, afin d'éviter un retour de Salvini au pouvoir, et donc à le laisser accroître le déficit public, qui est aujourd'hui en deçà de 2 % du PIB.

Les haines qui existent entre élus M5S et PD, du « nouveau monde » et du « vieux monde » politiques, pour le dire vite, sont-elles un obstacle ?

Ce n'est pas très important. Je note que, sur le fond, en économie, M5S, PD et Ligue aussi défendent tous les trois des politiques de l'offre. Ils le déclinent différemment, mais tous pensent que le problème numéro un pour la croissance italienne vient de la compétitivité des entreprises. Aucun d'eux non plus ne veut véritablement quitter l'Europe. Je ne dis pas

du tout que ces trois partis sont identiques. Mais je souligne des convergences sur des points importants, au-delà des haines ici ou là.

Sur la politique migratoire, tout de même, il y a de solides divergences.

Salvini qui dit qu'il ne veut plus d'immigrés en Italie et déclare la guerre aux ONG en Méditerranée. Mais les migrants qui arrivent en Italie sont d'abord des gens d'Europe de l'Est – Roumanie – ou d'Asie – Bangladesh –, et non des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne. Salvini donne à voir un spectacle macabre et laisse des migrants se noyer. Mais, par ailleurs, il ne fait rien pour arrêter les flux : c'est une image qu'il cherche à donner, là encore.

Et les grands projets, comme la ligne de train Lyon-Turin ?

Le M5S est né dans l'opposition à ces projets. Il est obligé de s'y opposer. Durant l'année qui s'est écoulée, ils ont effectivement voté contre le projet, qui a tout de même été approuvé, avec les voix de la Ligue comme du PD.

Je note tout de même que Conte, président du conseil et membre du M5S, a voté pour. Et que le M5S n'a pas été jusqu'à provoquer une crise gouvernementale sur cette question censée pourtant être emblématique pour lui. Deux jours après, on était passé à autre chose.

Et le traité de libre-échange UE-Canada (CETA), que l'Italie n'a pas encore ratifié ?

Il est très difficile de comprendre la position du M5S sur le libre-échange. En théorie, il est contre. Mais il ne fait pas non plus du rejet du CETA un de ses objectifs prioritaires. Le PD et la Ligue, eux, y sont favorables.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.